

de choses, mais, s'il y en a une, je ne crois pas que le Gouvernement en ait jamais fait part à la Chambre.

Il est une autre question sur laquelle on devrait faire la lumière. Non seulement devons-nous payer le coût de l'entretien de nos troupes en Allemagne, mais il nous faut acheter tous nos aliments et approvisionnements ordinaires de l'armée anglaise d'occupation, laquelle, apparemment, les obtient gratuitement de la République allemande, à tel point que les Allemands se demandent si, au lieu d'envoyer une brigade pour défendre l'Ouest, le Canada n'a pas envoyé 7,000 autres soldats d'occupation devant être nourris à même l'économie de l'Allemagne occidentale déjà fortement grevée.

Lorsqu'on demande à la population du Canada de faire les frais d'un budget de défense de plus de 2 milliards, je crois qu'elle a le droit de savoir pourquoi nous ne sommes pas traités de la même manière que les autres États membres de l'OTAN ou si nous envoyons simplement des troupes dans un pays où leur présence contribuera à faire couler l'économie.

Autre détail aussi curieux que difficile à comprendre: la brigade que nous maintenons en Europe, supposément comme partie intégrante de l'armée de l'OTAN, est censément sous l'autorité du quartier général du général Eisenhower, connu sous l'abréviation SHAPE. Or, il n'existe apparemment aucun contact entre la brigade et SHAPE. Nos troupes sont rattachées aux forces d'occupation anglaises et ne maintiennent aucun contact avec le général Eisenhower et son état-major. Si c'est exact, c'est dire que nos troupes ont été envoyées en Europe sans plan ni organisation pré-établie.

La situation s'aggrave du fait que ces troupes sont à quelques milles seulement de l'Allemagne occupée par les Russes et que cette brigade d'infanterie serait la première à venir en contact avec l'armée soviétique si la Russie attaquait. Si le ministre de la Défense nationale (M. Claxton) veut envoyer des troupes en Europe, qu'il n'y envoie pas des fantassins, puisqu'il y a là-bas des millions d'hommes, et surtout, qu'il ne les place pas au front ou à l'endroit le plus exposé.

En dernier lieu, il faut fournir à la Chambre et au pays la véritable explication de faits extrêmement graves. Pourquoi faut-il que la 27^e brigade que l'on maintient en Allemagne à grands frais pour les contribuables canadiens, les pêcheurs y compris, soit nourrie de produits d'origine russe? Nos soldats sont en Allemagne pour protéger les pays occidentaux contre une invasion russe.

[M. Balcer.]

M. Lesage: C'est aller loin que de prétendre que la brigade se nourrit d'aliments fournis par les Russes.

M. Balcer: On m'a servi du saumon russe à un déjeuner, dans les casernes. Les pêcheurs canadiens apprendront avec intérêt que le gouvernement du Canada achète du saumon russe pour la 27^e brigade. Avant de demander 2 milliards à la population du Canada, le ministre devrait donner des explications à ce sujet à la Chambre, à la population et à nos pêcheurs de saumon.

Je reviens à une question qu'on a débattue déjà et qu'on continuera de débattre tant qu'aucune mesure ne sera prise. J'attribue à cette question une importance capitale et je me propose de revenir à la charge tant que persistera l'état de choses stupide et impossible qui existe présentement. Je veux parler de l'attitude du ministère de la Défense nationale à l'égard d'un des problèmes les plus graves de nos forces armées, l'absence de l'élément de langue française dans les grades supérieurs de nos services. On m'a dit l'autre jour que je ne devrais pas soulever la question de crainte de nuire à l'unité nationale. A mon avis, c'est la situation qui existe à cet égard qui nuit vraiment à l'unité nationale et le gouvernement fédéral ne fait rien pour l'améliorer. En faisant fi de ce problème, le ministère de la Défense nationale perpétue une politique qui ne peut mener qu'au ressentiment. Cet état de choses ne s'est pas amélioré et le Gouvernement ne prend en ce moment aucune mesure pour y remédier.

En une occasion antérieure, j'ai fourni à la Chambre des chiffres qui n'étaient pas officiels. Depuis lors, j'ai obtenu une réponse du ministère en date du 13 décembre 1951. Ces renseignements révèlent que, à l'état-major de l'armée, il n'y avait que trois Canadiens de langue française sur les 127 officiers de grades supérieurs à celui de major, quatre Canadiens de langue française parmi les 186 officiers de la Marine royale canadienne qui occupaient un grade plus élevé que celui de lieutenant-commander, et seulement 10 Canadiens de langue française parmi les 382 officiers du Corps d'aviation royal canadien qui sont au moins commandants d'escadre.

Il est navrant de songer que, aux collèges militaires de Kingston et de Royal Roads, la proportion de cadets de langue française est toujours aussi faible et injuste. Il n'y en a encore que 38 sur 500; si ce rythme se maintient, la situation empirera et ne s'améliorera jamais.

Nous savons que l'armée doit avoir la même composition ethnique que la nation elle-même et ne pas constituer un service qui